

Handicapée et jetée à la rue



Une vingtaine de policiers, autant de gilets pare-balles, des matraques : le dispositif des forces de l'ordre a impressionné les habitants de la cité Paul-Valéry, le 30 août. Expulsés à 8h30, Zohra, amputée d'un bras, Faouzi, son mari, et leurs quatre enfants âgés entre 8 et 18 ans se sont retrouvés en tenue d'été sur le trottoir. « Ensuite, on a dormi un peu dehors, les enfants sont allés chez des voisins... », explique Faouzi qui précise qu'on ne lui a proposé aucune solution de relogement décente depuis. « On m'a trouvé un mobile home loin de Montpellier et qui coûte 200 euros par semaine, se désespère-t-il. On m'a aussi dit que je pouvais aller à l'hôtel... si je payais. »

« Occupante sans droit ni titre » depuis déjà neuf mois, la famille était bien intégrée dans le quartier. Les enfants y sont scolarisés, le mari travaille en intérim et les voisins ne se sont jamais plaints d'eux. Au contraire, ils semblent révoltés par l'attitude de l'office HLM qui expulse une famille. « Vous n'avez toujours pas eu de logement ? lance à Zohra une voisine qui rentre des courses. C'est scandaleux, surtout quand on voit le prix des loyers et l'état des appartements. » Pour finir de planter le décor, Marie, une autre voisine sourit : « Bienvenue au Kosovo, c'est le surnom que les habitants ont donné à notre bloc dans la cité. Ça veut tout dire. » Ecœurée par la situation, Marie, qui est elle-même handicapée, vit avec son mari et ses enfants et est bénéficiaire du Secours populaire, héberge depuis plusieurs semaines Zohra et l'une de ses filles. « Si on les a expulsés parce que leur appartement était insalubre, alors il faut tous nous mettre dehors car c'est l'immeuble entier qui est insalubre », s'emporte-t-elle. Avec lassitude, elle montre la cage d'escalier, les cloisons fissurées, les toilettes qui ne sont toujours pas réparées. « Il a fallu que j'attende trois ans pour qu'on me change le meuble situé sous l'évier », précise Marie. Robert, ancien concierge et responsable de la Confédération générale du logement témoigne de la dégradation générale de la cité : « J'habite dans l'un des trois "meilleurs" bâtiments. Avant je m'occupais de foot, il y avait douze équipes ici. Aujourd'hui, il n'y en a plus du tout. Les gens qui avaient les moyens sont tous partis habiter ailleurs. Le 7 septembre, la région était en alerte rouge pour la météo. L'eau est montée de 30 centimètres en un quart d'heure. Comme chaque année,

tous les rez-de-chaussée y ont eu droit. » Le local du Secours populaire était du nombre. Avec sa pétition remplie de signatures, Robert espère peser pour qu'un assainissement soit enfin réalisé dans la cuvette où sont construits les immeubles.

Lors des ces inondations, Zohra et sa famille auraient été à la rue sans l'aide de leurs voisins. Déjà séparés après une expulsion en 2004, parents et enfants veulent rester ensemble. Avec Marie, ils ne comptent plus l'argent dépensé en coups de téléphone et en lettres recommandées pour demander une solution à l'office HLM et aux services sociaux... toujours sans résultat, le 23 septembre.